

# Le rapprochement Anglo-Américain

par Francis TREAT

Les six mois derniers ont changé la position de bien des pièces sur l'échiquier de la politique mondiale. De vieux cdares ont été brisés ; de vieilles alliances dissoutes. On constate de sérieux efforts de la part de certaines nations concurrentes en vue d'arriver à un terrain d'entente. Le changement survenu dans les rapports entre les deux grandes puissances anglo-saxonnes prend tous les jours une signification plus importante pour l'avenir.

Il y a un an, on spéculait dans plus d'un milieu européen sur la fatalité d'un conflit anglo-américain. Aujourd'hui, la perspective d'un pareil conflit recule sans cesse davantage ; à l'intérieur des deux pays, les industriels, les financiers, et les hommes d'Etat tendent de plus en plus à l'établissement d'une sérieuse entente ; on enregistre la disparition une par une des causes les plus fertiles de friction et de malentendu ; on opère la consolidation de la dette anglaise. Demain, ce sera la trêve du pétrole.

Sans aucun doute, la politique française dans la Ruhr a puissamment contribué à cette tentative de rapprochement entre l'Angleterre et l'Amérique. En effet, ce sont ces deux pays qui, après l'Allemagne, auront le plus à souffrir de la réussite des plans du Comité des Forges français. Ils verront tous deux, avec la ruine économique de l'Allemagne ou sa vassalité à l'égard de la France, disparaître leur plus important marché européen.

Avant la guerre, les États-Unis faisaient pour un demi-milliard de dollars d'affaires chaque année avec l'Allemagne. Aussi, l'accaparement par la France des mines et de la métallurgie de la Ruhr portera-t-il un sérieux coup à l'exportation anglaise et américaine du charbon, du fer et de l'acier. Il y a donc intérêt pour le capitalisme anglo-américain à resserrer les attaches qui relient les deux plus grandes puissances de l'Ouest, devant la menace économique européenne.

La rapidité avec laquelle l'accord Baldwin-Mellon sur la consolidation de la dette anglaise fut ratifié par les gouvernants des deux pays est particulièrement significative. Cet accord, en somme, ne donne pleinement satisfaction ni aux Anglais — qui avaient espéré sinon l'annulation de leur obligation, du moins des conditions plus favorables, — ni aux Américains qui avaient prêté foi aux promesses que « l'Angleterre paierait chaque centime de sa dette. »

A leur début, les négociations de Washington menèrent de traîner indéfiniment. Les Anglais, qui avaient compté que leurs créanciers américains seraient aussi sensibles à la persuasion que M. Wilson pouvait l'être en 1919, — leurs illusions, à cet égard, avaient été bercées, paraît-il, par des personnages importants du monde politique américain, notamment un ambassadeur et un ancien président, — découvrirent pour leur plus grande



déception, que les Américains ne voulaient absolument entendre parler ni d'annuler la dette, ni de réduire sérieusement le taux de l'intérêt de cette dette. Malgré le secret dont s'enveloppaient les conversations qui eurent lieu entre le chancelier de l'Echiquier et le secrétaire du Trésor, la presse américaine ne tarda pas à apprendre qu'il n'était pas du tout question de « payer chaque centime de la dette », comme M. Baldwin l'avait fièrement déclaré, mais que les propositions anglaises visaient à une réduction du taux d'intérêt de 4 1/4 0/0 à 2 0/0, et à l'emploi d'une partie de cet argent à l'amortissement de la dette.

Le projet anglais s'étant heurté à un refus catégorique de la part des négociateurs américains, et le contre-projet de M. Mellon — qui spécifiait que la Grande-Bretagne s'acquitterait de sa dette dans une période de 25 ans au taux d'intérêt de 4 1/4 0/0, — ayant été repoussé aussi nettement par M. Baldwin et ses collègues, les négociations semblaient entrer dans une impasse.

La presse britannique était pleine des lamentations sur l'avarice et la dureté de cœur des Américains. M. Bonar Law déclarait qu'accepter le projet américain, serait écraser d'un coup l'industrie anglaise et abaisser sérieusement le niveau de la vie de toute la population de l'Angleterre. M. Baldwin, lui-même, fit, sur les représentants des États-Unis, des commentaires qui dépassaient de beaucoup le ton courtois de la diplomatie bourgeoise. E» même temps, à un journaliste américain qui l'interviewait, il déclara que « le monde entier passe son temps, aujourd'hui, à suivre un cours d'économie politique élémentaire, pas à pas et à un prix affreusement cher ! »

De son côté, la presse américaine s'émouvait peu des épanchements britanniques et même certaines feuilles ayant fait remarquer à l'Angleterre que sa dette inté-